

DDFIP 47

Une fusion contestée par les personnels



Une pétition circule pour protester contre les conditions de la fusion des deux filières. / Photos Jean-Noël Daneau

Une cinquantaine de fonctionnaires, soit environ 10 % des effectifs, venus des agences du Trésor public et des services fiscaux du département, se sont rassemblés hier matin une heure durant devant la Trésorerie générale, place des Jacobins à Agen. Une manifestation à l'appel de l'intersyndicale pour protester contre la philosophie de la fusion des deux entités rassemblées depuis le 1^{er} novembre 2010 sous le sigle DDFIP 47 (Direction départementale des finances publiques de Lot-et-Garonne).

Pour les syndicats, les conséquences premières de cette fusion sont la fermeture de trésoreries et la suppression d'emplois.

« Cette année, ce sont encore 16 suppressions d'emplois sur les deux filières après les 18 de l'an dernier et la fermeture des trésoreries de Castelnoron et de Tourmon-d'Agenais après celles de Castillonnès en 2010 ou encore Lavardac et Damazan en 2009 », explique Corinne Bruzeau de Sud. Pour son homologue de la CGT, Pierre Molinier, « le service public se dégrade alors que l'on prône en haut lieu

une soit disant qualité de services ». Son collègue de FO, Michel Chaleix, surenchérit en déclarant que les DGFIP mises en place sur l'ensemble des départements ne fonctionnent « qu'en parant au plus pressé, en sacrifiant des missions, en s'attachant uniquement aux apparences issues des statistiques, la plupart faussées.

Le tout sur fond de pression hiérarchique et de conditions de travail qui se dégradent de plus en plus ». Bref, pour les syndicats « usagers et personnels sont les grands perdants de la fusion ».

Des propos qui contrastent quelque peu avec ceux prononcés mardi dernier par Claude Pellérin, le directeur de la DDFIP 47, lors de la présentation de la nouvelle entité (voir notre édition du 12 janvier 2011).

Il déclarait notamment : « C'est une réforme attendue par tous et qui comptera beaucoup. Nos services seront plus efficaces, au service des particuliers, des entreprises, mais aussi des collectivités locales qui n'auront plus qu'un seul interlocuteur. » La preuve de cette meilleure efficacité reste à faire.